

LIBÉRATION

INTERVIEW

Laurent Escure (Unsa) : «Nous devons convaincre le Président qu'il fait fausse route»

Par [Amandine Cailhol](#) — 4 avril 2019 à 06:30

Ce jeudi, l'ex-secrétaire général de la fédération éducation du syndicat va succéder à Luc Bérille à la tête de la centrale. Il réclame «un virage social et démocratique» au gouvernement.

Les têtes changent, mais l'affiche des chefs de file syndicaux (exclusivement masculins, à l'exception de la FSU et de Solidaires, dont le porte-parolat est paritaire) ne se féminise toujours pas. Ce jeudi, l'Unsa, sixième force syndicale dans le privé et quatrième dans le public, va se choisir un nouveau secrétaire général lors de son congrès qui se déroule à Rennes depuis mardi. Une élection sans suspense, puisque le nom de celui qui succédera à Luc Bérille, est déjà connu : Laurent Escure. Seul candidat à se présenter, l'ex-secrétaire général de l'Unsa-Education, 48 ans, est un proche du numéro un sortant. Désormais aux manettes, il réclame «*un virage social et démocratique*» au gouvernement.

Vous prenez la tête de l'Unsa, dans un contexte social, marqué par le mouvement des gilets jaunes. Dans quel état d'esprit êtes-vous ? Craignez-vous, en reprenant les mots de Laurent Berger de la CFDT, d'assister à la «mort» du syndicalisme ?

Au départ, les gilets jaunes se sont emparés de la question du pouvoir d'achat. Ils ont d'ailleurs exprimé des choses qu'on porte aussi : depuis longtemps nous disons que justice sociale et transition écologique sont liées. Puis, leur mouvement est vite devenu politique. Ils auraient pu bloquer des entreprises, s'adresser aux employeurs, mais ils ont choisi de rester sur la place publique et de prendre comme adversaire le pouvoir politique. Alors, bien sûr ce mouvement nous fait réfléchir, mais il ne relève pas de notre terrain syndical. En revanche, il est vrai qu'il y a une crise du syndicalisme qui date d'avant les gilets jaunes : le taux de syndicalisation n'a cessé de baisser dernièrement. Il est de 11% : cela veut dire que 9 salariés sur 10 ne ressentent pas le besoin de se syndiquer, notamment chez les précarisés, dans les petites structures, chez les intérimaires. Je ne crois pas cependant à un grand big-bang syndical comme il y a eu un dédagisme politique. Mais si on n'arrive pas à faire preuve de notre utilité, il y a un risque de disparition progressive.

Comment éviter cette mort lente du syndicalisme ?

L'Unsa est une force syndicale jeune, qui monte. Nous avons enregistré des progrès lors des élections professionnelles de 2014 et 2018. Cela est lié à notre mode d'organisation basé sur l'autonomie, qui nous différencie des autres syndicats. A l'Unsa, ce sont les équipes syndicales, dans les entreprises, qui choisissent la stratégie à adopter. Certes les fédérations les appuient, on partage des valeurs, mais il n'y a pas d'injonction centralisée. Par les temps qui courent, cette autonomie a l'air de plaire. C'est un atout que nous allons pousser. De même nous allons développer les services aux individus, pour les accompagner dans leurs parcours professionnels.

L'agenda social s'annonce dense. Quel sera votre chantier prioritaire ?

Nous devons convaincre le président de la République que, depuis deux ans, il fait fausse route en déséquilibrant la balance de la justice sociale au détriment des plus fragiles, mais aussi en contournant les partenaires sociaux. On attend du gouvernement un virage social et démocratique. Sur le dossier des retraites, il y a beaucoup de cacophonies, nous demandons une clarification. Quant à la réforme de la fonction publique, la copie est à revoir. Ils ont quand même réussi l'exploit de faire l'unanimité contre eux, à tel point que l'ensemble des syndicats se retrouvent derrière un appel unitaire le 9 mai !

Par le passé, la fusion entre l'Unsa et ses alliés «réformistes», notamment la CFDT, a semblé à l'étude. Aujourd'hui, cette perspective n'est plus du tout à l'ordre du jour ? Je ne crois pas à ces stratégies de fusion, mariage. Avec la CFDT, nous n'avons pas la même histoire, nous avons une différence organisationnelle. Après, on fait partie du pôle des syndicats réformistes et nous travaillons ensemble sur les grandes questions d'intérêt général. Comme nous l'avons fait d'ailleurs début mars en présentant à plusieurs un pacte du pouvoir de vivre. Ce travail doit être poursuivi. Car il y a une autre menace qui plane sur le syndicalisme aujourd'hui, celui de la fragmentation et de l'ultracorporatisme.

Et les autres syndicats ? Va-t-on vous voir battre le pavé ce printemps tous ensemble ?

Je vais dans un premier temps rencontrer les autres secrétaires généraux. L'Unsa n'est pas dans une logique sectaire, on est ouvert à toutes les discussions. Ensuite, oui, le 9 mai, nous serons mobilisés ensemble lors de la journée de grève des fonctionnaires. Après on verra. A l'Unsa, on ne projette pas trois mois à l'avance, sans avoir assez d'informations. C'est aussi comme ça que le syndicalisme s'est fragilisé, lors des manifestations contre la loi travail. Avant même d'en avoir le contenu, certains ont annoncé des dates de mobilisation, fermant ainsi la porte à des démarches unitaires.

Seule certitude, si manifestation il y a, votre arrivée ne féminisera pas le carré de tête syndical...

J'en suis désolé... Je vais rejoindre en effet un monde très masculin. Mais l'Unsa travaille sur ce sujet. Ainsi, l'équipe qui sera élue par le congrès sera doublement paritaire, avec 7 hommes, dont moi, et 7 femmes, et autant de représentants du public que du privé.

[Amandine Cailhol](#)